

# PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2018

LE VOLET « COLLECTIVITES LOCALES »



**UDM•24**  
Union Départementale des Maires de la Dordogne







# Les Dispositions

- LES DOTATIONS
- LE CONTRAT AVEC 319 COLLECTIVITÉS
- L'INVESTISSEMENT LOCAL
- LES RÉGIONS
- LA CVAE
- LA TAXE D'HABITATION
- LES COMMUNES NOUVELLES



# LES DOTATIONS

- Pas de baisse des dotations en 2018
- Une augmentation globale annoncée de 400 M€ (représentant une hausse de 0,4%)
- Pour la seule **DGF** une augmentation de 100M€
-  de 190 M€ des dotations de péréquation \* :
  - **DSU** :  90 M€
  - **DSR** :  90 M€
  - **Fonds départementaux** :  10M€

\* Rappel : cette hausse est financée par les collectivités locales elles-mêmes puisque la moitié est financée par des redéploiements au sein de la DGF et l'autre moitié par les dotations servant de variables d'ajustement.



# LES DOTATIONS

- Doublement du **Fonds d'indemnisation des communes délivrant les CNI** qui passe à 40M€
- **Le FCTVA** : automatisation du versement du fonds dont l'enveloppe sera revalorisée de 80M€ en 2018 puis bénéficiera, à partir de l'année suivante, d'une « hausse garantie »
- **Le FPIC** sera maintenu en 2018 à son niveau de 2017 soit 1Mds €



# LES DOTATIONS

## LE VOLET SPÉCIFIQUE CNI

- Augmentation de la dotation forfaitaire versée aux communes en charge de l'instruction des passeports et des CNI qui passe pour la majorité des DR de 5030€ à **8580€**
- Instauration (à la demande de l'AMF) d'une « prime d'activité » d'un montant de **12 000€** pour les DR qui enregistrent **plus de 1875 titres** par an
- **Mais aucune dotation « de rattrapage »** pour soutenir l'activité de l'année 2017 n'est envisagée





# LE CONTRAT AVEC 319 COLLECTIVITÉS

- Un effort demandé à 319 collectivités de « *modération de la croissance des dépenses de fonctionnement* » qui est situé pour celles-ci à **1,2% par an** (hors inflation – budgets annexes compris)
- Quelles sont-elles ? : **les régions, les départements, les métropoles, les CA de plus de 150 000 h et les communes de plus de 50 000 h**
- Cela prendra la forme d'un Contrat négocié entre la collectivité et le Préfet (Dgfi) lequel tiendra compte des situations de chaque collectivité
- Et les autres ? : L'Etat entend négocier le principe avec leurs associations nationales représentatives



# UNE NOUVELLE « RÈGLE D'OR »

- Les communes de 10 000h et les EPCI de plus de 50 000h seront « invitées » à appliquer une règle d'or nouvelle dans le cadre d'une discussion avec les Préfets de département afin d'établir un « *ratio de bonne gestion* ».
- Il s'agit que leurs capacités de désendettement ne dépassent pas 12 ans et soient maintenues entre 5 à 6 ans.

# L'INVESTISSEMENT LOCAL

- Les dotations de soutien à l'investissement local s'élèveront en 2018 à **1,8 Mds €** répartis ainsi :
  - 996 M€ pour la DETR
  - 665 M€ pour la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local)
  - 150 M€ pour la DPV (Dotation Politique de la Ville)
- La DSIL devient **une dotation pérenne** avec une codification au CGCT
- En 2018, elle sera ventilée en partie **sur le financement des Contrats de Ruralité**, les projets des pactes métropolitains **et le soutien à l'ingénierie de projets pour « les petites co**
- La DSIL permettra également d'accompagner les investissements locaux dans les domaines de la transition énergétique, la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité durable et la modernisation de l'action publique.





# LES RÉGIONS

- La DGF des Régions sera remplacée dès 2018 par **une fraction de recettes de TVA** (100 M€ de ressources supplémentaires avec sur la durée du quinquennat, une « croissance de cette recette fiscale estimée à 700M€ »)
- Dans le cadre **du Fonds de soutien exceptionnel** introduit par la LF2017, les Régions percevront en 2018 une fraction de ce fonds maintenu dont l'enveloppe s'élèvera à 250M€

# LA CVAE

- Le Gouvernement a indiqué que le PLF pour 2018 assurera « *la préservation de l'équilibre général des recettes de CVAE* »



# LA TAXE D'HABITATION

- Le PLF pour 2018 confirme la réforme de la TH qui concernera 80% des personnes qui la paient soit 17 M de foyers fiscaux :
- Elle s'effectuera en 3 temps pour les contribuables concernés :
  - En 2018 une baisse de 30%
  - En 2019 vient s'ajouter une baisse de 30%
  - La totalité en 2020.

# LA TAXE D'HABITATION

- Qui sera exonéré ? :

Personne seule, Parent isolé	Revenu fiscal de référence maximal (en €)
Sans enfant	27000
1 enfant	43000
2 enfants	49000
3 enfants	61000
4 enfant	73000

Couple	Revenu fiscal de référence maximal (en €)
Sans enfant	43000
1 enfant	49000
2 enfants	55000
3 enfants	67000
4 enfant	79000

# LA TAXE D'HABITATION

- Pour les collectivités concernées, il s'agira bien d'un **dégrèvement**
- Les taux retenus seront ceux de **2017**
- En théorie, les élus conserveront leur liberté de taux, mais **l'Etat ne prendra pas en charge toute hausse par rapport aux taux de 2017**





# LES COMMUNES NOUVELLES

- Maintien au niveau de l'année précédant la création de la commune nouvelle de la DN Péréquation, de la DSR ou de la DSU pour les communes nouvelles créées **entre le 2 janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et regroupant moins de 10 000 h ou celles regroupant la totalité d'un ou plusieurs EPCI dont la population est < à 15 000h.**
- Un bonus de 5% de DGF pendant 3 ans prévu à l'article L2113-20 du CGCT pour les communes nouvelles créées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 est prolongé pour toutes nouvelles créations intervenant **jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2019.** Cela concerne, comme auparavant, les communes nouvelles regroupant entre **1000 et 10 000 habitants.**



MERCI DE VOTRE ATTENTION

